

TABLE RONDE

Vers une transition juste en France

- Coûts, injustices, leviers et bonnes pratiques

15 mai 2024 – Sciences Po, Paris, France



Coorganisée par l'[initiative SET](#) (Sciences Po) et par le [Sustainable Welfare and Eco-social policy network](#), cette table ronde a réuni experts, décideurs politiques, acteurs du monde académique, des partenaires sociaux et des organisations de la société civile. Son objectif était d'examiner les défis et les opportunités liés à la mise en œuvre d'une transition juste. L'initiative visait à promouvoir le dialogue, le partage d'idées et d'expériences, ainsi qu'à renforcer la coopération stratégique entre les acteurs académiques, institutionnels et sociétaux.

SYNTHÈSE

Organisateur.trice.s de l'événement [Anne-Laure Beaussier](#), [Eloi Laurent](#), [Matteo Mandelli](#) & [Bruno Palier](#) (Sciences Po)
Prise de note et synthèse réalisée par [Anne-Laure Beaussier](#) & [Théodore Tallent](#) (Sciences Po)

PRÉSENTATION : Les questions liées aux transitions justes occupent une place de plus en plus importante dans les débats politiques et académiques. Alors que la montée des mouvements populistes et des oppositions aux politiques environnementales fragilise la transition écologique, il apparaît urgent d'approfondir notre connaissance de la distribution des coûts économiques et sociaux générés non seulement par les crises écologiques mais aussi par les politiques visant à en atténuer la portée. Les politiques environnementales mises en œuvre en France prennent-elles en compte les potentielles inégalités dans la distribution des coûts de la transition et in fine des nouveaux risques sociaux qu'elle génère ? Sur quels groupes sociaux les politiques de transition pèseront-elles le plus ? Comment concilier transition écologique, justice sociale et acceptabilité politique ?

DÉFIS

- **Tensions entre efficacité écologique et justice sociale :** les politiques visant à réduire l'empreinte écologique, comme la fiscalité carbone ou l'augmentation des coûts énergétiques, peuvent accroître les inégalités sociales si elles ne sont pas compensées par des mécanismes de redistribution efficaces et adaptés.
- **Manque de coordination entre politiques sociales et écologiques :** les politiques environnementales sont souvent déconnectées des enjeux

BONNES PRATIQUES

- **Rénovation énergétique inclusive et ciblée :** des initiatives comme la rénovation de logements sociaux à Paris, des dispositifs garantissant un "zéro reste à charge" pour les propriétaires modestes, montrent que l'accès à des rénovations écologiques peut être rendu équitable. Les programmes ciblés sur les copropriétés privées à revenus modérés sont aussi nécessaires.
- **Mobilité durable et accessible à tous :** des solutions innovantes comme le « leasing social » pour

RECOMMANDATIONS

- **Poursuivre l'articulation des politiques sociales et environnementales** afin de dépasser les logiques de silos en intégrant systématiquement les dimensions sociales dans les politiques climatiques, et inversement.
- **Renforcer les dispositifs de justice territoriale :** Un accompagnement différencié est nécessaire pour répondre aux disparités régionales, en particulier dans les zones rurales et périurbaines, souvent

sociaux. Une meilleure intégration des dimensions sociales dans les stratégies environnementales est essentielle.

- **Inégalités d'accès aux instruments de soutien à la transition écologique**
Un défi majeur réside dans un accès équitable aux instruments de soutien à la transition écologique, tels que les aides à la rénovation énergétique ou les subventions pour les véhicules électriques. Il est crucial de repenser ces instruments pour les rendre accessibles aux plus vulnérables.
- **La reconversion des travailleurs issus de secteurs à forte empreinte carbone**, comme l'automobile ou l'industrie lourde, représente un défi important.
- **Des disparités territoriales existent** dans l'accès aux instruments de soutien à la transition, pénalisant notamment les territoires ruraux et périurbains, bien qu'ils aient des besoins distincts, comme l'accès à des alternatives de mobilité durable ou à des infrastructures énergétiques locales adaptées.

l'acquisition de véhicules électriques est une solution efficace pour rendre la mobilité écologique accessible aux populations modestes, particulièrement en milieu rural.

- **Inclusion des territoires dans la transition écologique** : des projets comme les *territoires zéro déchet* ou les initiatives d'économie circulaire en ESS génèrent des emplois locaux tout en réduisant l'empreinte écologique, renforçant ainsi l'inclusion sociale et environnementale.
- **Accompagnement des travailleurs dans la reconversion professionnelle** : des programmes de formation adaptés aux nouveaux métiers écologiques existent mais doivent être renforcés, offrir un accompagnement personnalisé, et un suivi dans la durée.
- **Des projets de transition juste se développent dans les zones rurales et périurbaines** comme les « microgrids » ou les coopératives d'énergie renouvelable, qui favorisent la transition énergétique tout en soutenant le développement local. Ces initiatives offrent des solutions durables et créent des opportunités d'emploi dans des zones souvent négligées.

laissées de côté dans les transitions actuelles.

- **Mettre en place des politiques de compensation ciblées et ajustées aux réalités locales** comme les politiques de compensation pour les ménages modestes, les travailleurs des secteurs vulnérables.
- **Il est également important de prendre en compte les spécificités territoriales**. Par exemple, dans les zones rurales ou les zones périurbaines, des aides spécifiques à la rénovation énergétique et à la transition énergétique doivent être mises en place, avec un ciblage précis pour garantir un accès équitable aux solutions écologiques.
- **Renforcer les mécanismes de financement pour les collectivités locales** pour leur permettre de développer des projets de transition juste adaptés à leurs contextes spécifiques.
- **Renforcer les politiques de d'accompagnement des travailleurs en reconversion** pour les rendre accessibles à tous, y compris aux travailleurs des petites entreprises ou des secteurs en reconversion.

LISTE DES ORGANISATIONS PARTICIPANTES¹

- Agence de la transition écologique (ADEME)
- Confédération française démocratique du travail (CFDT)
- Fondation Abbé Pierre
- France stratégie
- Inspection générale des affaires sociales (IGAS)
- Les petites rivières
- Mairie de Paris
- Réseau Action Climat (RAC)
- Réseau de transport d'électricité (RTE)
- Sciences Po

¹ Les déclarations contenues dans ce document de synthèse ne doivent pas être considérées comme les positions officielles de l'une ou l'autre des organisations participantes. Le document résume plutôt les points de vue hétérogènes des différents participants.